Revue de presse
Articles publiés entre le 02 décembre et le06 décembre 2013

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Elections à Madagascar.....2
Economie.....3
Santé.....4
Piraterie maritime.....7
Catastrophes naturelles.....11
Tourisme.....11
Agriculture.....12
Environnement.....15

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Madagascar/élection : des missions d'observation de longue et courte durées de la Commission de l'Union africaine attendues

5 Décembre 2013

Des missions d' observation de longue et courte durées de la Commission de l'Union africaine seront attendues à Madagascar suite à une rencontre entre le ministre malgache des Affaires étrangères par inétrim et ministre de la Jeunesse et des Loisirs, Ulrich Andriantiana, et la présidente de la Commission, le Docteur Nkosazana Diamini Zuma, à Addis-Abeba, Ethiopie, lundi dernier, selon un communiqué du ministère, reçu jeudi.

Après avoir félicité les autorités malgache pour le bon dé roulement du premier tour des élections présidentielles et exprimé sa satisfaction face au progrès qu'a connu Madagascar dans le processus de sortie de crise, le Docteur Nkosazana Diamini Zuma, a souligné que la Commission de l'UA déploiera des missions d' observation de longue et courte durées pour cette dernière ligne droite du processus électoral à Madagascar. Nkosazana Diamini Zuma a également fait part de son espoir de voir la dynamique de la population malgache dans la poursuite de la sortie de crise et souhaite que le deuxième tour des pré sidentielles, prévu le 20 décembre prochain puisse se dérouler dans le même climat de paix.
A l'issue de la rencontre avec Ulrich Andriantiana, le Docteur Nkosazana Diamini Zuma a réitéré son souhait de voir les résultats acceptés et respectés et de voir Madagascar reprendre la place qui lui est due au sein de l'UA.
Le ministre malgache, quant à lui a remercié la Commission de l' UA pour son soutien indéfectible à la sortie de crise et au processus électoral malgache.
Notons que cette rencontre entre les deux personnalités se tenait en marge d'une réunion du Bureau International du Travail relative à l'Emploi des jeunes, plus particulièrement la transition des jeunes vers le marché du travail en Afrique subsaharienne.

http://www.madaplus.info/Madagascar-election-des-missions-d-observation-de-longue-et-courte-durees-de-la-Commission-de-l-Union-africaine_a8228.html

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Concours régional Synergie jeune : Les deux candidats comoriens s'envolent samedi pour Maurice

06 décembre 2013



Yasser Ali Assoumani et Mahamoud Ali Ahmed partiront demain en direction de l'île Maurice pour aller défendre leurs projets, le 11 décembre prochain, dans le cadre du concours régional regroupant dix candidats de l'océan Indien à raison de deux pretendants par pays membre. Les deux jeunes, respectivement titulaires d'une maîtrise en gestion économique et d'une maîtrise en communication dans l'audiovisuel, sont sortis gagnants d'un concours préliminaire qui a lieu le 16 novembre dernier à l'Uccia et qui a vu la participation de dix candidats, respectivement trois de Ndzuani et Mwali et quatre de Ngazidja.

Leur départ pour Maurice demain, samedi 7 décembre, a été annoncée lors d'une conférence de presse organisée hier en fin de journée au ministère des Relations extérieures par Synergie jeune, organisateur dudit concours, en partenariat avec la Coi.

Selon Said Choukrane secrétaire général de Synergie jeune, les deux candidats comoriens n'ont rien à envier aux autres concurrents de la région. Pour lui, les deux hommes ont toutes leurs chances de revenir vainqueurs ou terminer dans les trois premiers lauréats du Trophée avenir de la jeunesse de l'océan Indien.

Il est à noter que le jury à Maurice sera, entre autres, composé des présidents de jury des concours préliminaires de chaque pays de la Coi et, pour le cas des Comores, c'est Hamidou Mhoma, responsable de Graphica qui représentera le pays. Yasser Ali Assoumani et Mahamoud Ali Ahmed ont été retenus par la qualité de leurs projets respectifs jugés banquables et générateurs d'emplois. Une autre condition était aussi nécessaire à ce concours régional, l'usage de la langue française.

Le projet de Yasser Ali Assoumani porte sur l'éco-tourisme qu'il compte développer dans l'île de Ndzuani à Shisiwani dans l'île de la Selle précisément. Son concept est de prendre en charge le touriste depuis son domicile jusqu'à son arrivée à Ndzuani grâce à des partenariats tout au long de son itinéraire. Une fois sur place, le touriste aura à choisir entre trois types d'hébergements. Il pourra vivre dans les différents hôtels de la place ou vivre dans les bungalows qui seront construits en conséquence ou être accueilli chez l'habitant. De nombreux services lui seront alors

arrivée à Ndzuani grâce à des partenariats tout au long de son itinéraire. Une fois sur place, le touriste aura à choisir entre trois types d'hébergements. Il pourra vivre dans les différents hôtels de la place ou vivre dans les bungalows qui seront construits en conséquence ou être accueilli chez l'habitant. De nombreux services lui seront alors proposés comme les visites des sites historiques, la plongée sous-marine et des randonnés pédestres, notamment.

Mahamoud Ali Ahmed, l'autre concurrent, vise l'audiovisuel. Selon lui, le pays regorge de nombreux talents mais, à défaut du matériel nécessaire, ne sont pas en mesure d'user de toute l'étendue de leurs savoirs. Ainsi le jeune entrepreneur projette de créer un commerce qui pourra offrir deux services. D'abord un volet basé sur la vente de divers produits audiovisuels et ensuite un volet formation toujours dans le domaine de l'audiovisuel. Par conséquent ce sont des tournages de spot publicitaires, de documentaires et autres programmes relatifs à la communication, espérant ainsi «vendre une autre vision, bonne que celle vendue jusqu'alors, pour ainsi développer une bonne image des Comores à l'étranger et dans la région», argue-t-il. Dans le volet formation Mahamoud Ali Ahmed compte proposer ses services à des professionnels comme à des amateurs car, selon lui, la qualité des images et les programmes diffusés jusqu'ici par les médias sont en deçà des standards régionaux et internationaux.

Abdallah Mzembaba

Tweeter

http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&title=Concours-regional-Synergie-jeune-Les-deux-candidats-comoriens-s-envolent-samedi-pour-Maurice&actu_id=5978

Témoignages

L'Union européenne augmente sa contribution au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

370 millions d'euros pour la période 2014-2016

3 décembre 2013

Au lendemain de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA, l'Union européenne a annoncé un renforcement de sa contribution au Fonds mondial de lutte contre cette maladie, ainsi que contre la tuberculose et le paludisme. Ces trois grandes épidémies touchent essentiellement les pays pauvres.

L'Union européenne a annoncé hier une nouvelle contribution d'un montant de 370 millions d'euros au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme pour la période 2014-2016 lors de la conférence de Washington, où les donateurs devaient annoncer leurs promesses de dons en faveur de la lutte contre ces trois maladies. Cette conférence avait lieu le lendemain de la journée mondiale contre le SIDA.

Andris Piebalgs, commissaire européen au développement, a déclaré : « D'immenses progrès ont déjà été réalisés dans la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, mais des millions de personnes sont encore exposées au risque de contamination et la bataille est loin d'être gagnée. C'est la raison pour laquelle nous allons renforcer notre contribution au Fonds mondial au cours des trois prochaines années. »

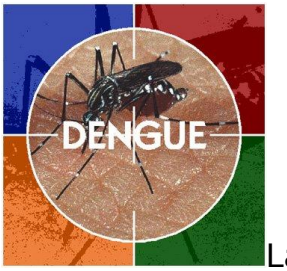
Et d'ajouter : « Si nous voulons que la reconstitution des ressources du Fonds mondial soit un succès, nous devons adopter de nouveaux modes de fonctionnement innovants conjuguant, par exemple, financement classique et autres contributions. Une augmentation des contributions du secteur privé et des économies émergentes faciliterait beaucoup la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme en ce qu'elle aiderait à faire baisser les prix des produits de santé dont les populations les plus pauvres de la planète ont grand besoin, des médicaments aux moustiquaires, et à en améliorer l'acheminement. »

http://www.temoignages.re/l-union-europeenne-augmente-sa-contribution-au-fonds-mondial-de-lutte-contre-le-sida-la-tuberculose-et-le-paludisme,72669.html

Comores-Actualités

C’est bien la dengue qui sévit aux Comores

4 décembre 2013 MLIMADJI



La Direction Nationale de la Santé vient de publier ce 03 décembre 2013, une note d’information sur la situation de la dengue en cours aux Comores. Suite aux nombreux cas de fièvre enregistrés ces dernières semaines dans les structures sanitaires du pays, le service de surveillance épidémiologique a procédé à des prélèvements d’échantillons de sang qui ont été envoyés à l’Institut Pasteur de Madagascar (IPM). Sur 256 prélèvements effectués, 4 se soit révélés positifs à la dengue. A cet effet, la Direction Nationale de la santé recommande aux structures de santé et aux médecins, de la santé de se référer au protocole de prise en charge de cette maladie préconisée après la Guide de surveillance Intégrée de la maladie et la riposte (SIMR) pour le patients qui se présenteraient pour des soins. Selon le site wikipedia.org, la dengue anciennement appelée « grippe tropicale », « fièvre rouge » ou « petit palu », est une infection virale, endémique dans les pays tropicaux. La dengue est une arbovirose, transmise à l’être humain par l’intermédiaire de la piqûre d’un moustique diurne du genre Aedes, lui-même infecté par un virus de la dengue de la famille des flaviviridae. Cette infection virale entraîne classiquement fièvre, mal de tête, douleurs musculaires et articulaires, fatigue, nausées, vomissements et éruption cutanée. Biologiquement on retrouve habituellement une baisse des plaquettes. La guérison survient généralement en une semaine. Il existe des formes hémorragiques ou avec syndrome de choc, rares et sévères, pouvant entraîner la mort. Il n’existe pas encore de vaccin ni de traitement spécifique antiviral, mais plusieurs vaccins sont en développement dont certains sont proches de la commercialisation (études cliniques de phase III en cours).

La prise en charge selon toujours ce site, repose sur un traitement symptomatique à base de médicament contre la fièvre et la douleur. Cependant, la dengue pouvant en de rares cas évoluer vers une forme hémorragique, la prise d’antiagrégants plaquettaires comme l’aspirine est à proscrire. La prévention colective repose sur la lutte contre les moustiques vecteurs et sur les mesures de protection préventives individuelles contre les piqûres de moustiques (moustique, répulsif…) .

http://www.comores-actualites.com/actualites-comores/cest-bien-la-dengue-qui-sevit-aux-comores/

LINFO.RE

4 cas de dengue recensés aux Comores

6 décembre 2013



Quatre cas confirmés de la dengue ont été enregistrés aux Comores au cours de ces dernières semaines, ont annoncé les autorités sanitaires locales.

Des centaines de personnes souffraient d'une forte fièvre ces dernières semaines sur l'archipel des Comores. Après analyse, il s'avère que, pour certains cas, il s'agissait de la dengue.

A la demande du service de surveillance épidémiologique des Comores, quelque 256 prélèvements sanguins ont été analysés par l'Institut Pasteur de Madagascar (IPM), qui a fait état de quatre cas confirmés de la dengue.

Suite à la réapparition de cette maladie due aux piqûres de moustiques, la Direction Nationale de la Santé aux Comores a recommandé aux structures sanitaires et aux médecins locaux de prendre les précautions nécessaires afin de prévenir l'épidémie, rapporte Comores Actualités.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/582375-4-cas-de-dengue-recenses-aux-Comores

L'Express QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE DE MADAGASCAR

Prévention contre la piraterie maritime et la pollution marine



Le volet pratique de l'atelier a comporté une simulation d'arrestation de pirates en mer

La recrudescence d'actes de piraterie maritime à partir de la Somalie explique l'implication de Madagascar dans la lutte contre cette menace. De même, le passage de pétroliers au large de ses côtes justifie les exercices anti-pollution.

L'atelier commun sur la piraterie maritime et la pollution marine, organisé par l'Organe de lutte contre l'évènement de pollution marine (OLEP) à Mahajanga durant trois jours, s'est achevé, jeudi dernier, par un exercice en mer au Port Schneider, à La Corniche.

Pour la première fois, une simulation d'arrestation de faux pirates a illustré cette pratique à laquelle des équipes de protection embarquées dans la lutte contre la piraterie a participé. D'ailleurs, Arnaud Lenglin, le représentant de DRUM Cussac, opérateur privé étranger accompagnant les grands investisseurs pétroliers, a souligné l'importance du rôle qu'il joue. Le déploiement de matériel anti-pollution a également marqué cette journée.

« Madagascar se trouve, actuellement, dans un moratoire des attaques de piraterie dans la zone Sud. Les facteurs n'ont pas encore disparu. La criminalité maritime va encore revenir, malgré la présence des forces étrangères dans la zone. La mission régalienne de sécurisation des côtes malgaches et des zones économiques exclusives (ZEE) est du ressort de la marine nationale malgache et non celui d'une société privée étrangère », a souligné Arnaud Lenglin.

« Cette mission nécessite des moyens humains entraînés, du matériel logistique et des armements adaptés, au meilleur coût, ainsi qu'une structure de renseignements efficace. Nous ne cherchons pas à remplacer la marine nationale. Nous sommes là pour une installation à long terme,

pour travailler en collaboration et représenter un modèle de sécurité pour Madagascar », a-t-il expliqué.
Lors de l'atelier, les volets juridiques de la lutte contre la pollution marine et la lutte anti-piraterie ont été respectivement traités par Aurélien Andrianarison, coordinateur national adjoint de l'OLEP chargé de la formation et des relations extérieures, et par le capitaine de frégate Jean Edmond Randrianantenaina, administrateur des affaires maritimes.
Risques
Ce dernier a mis en exergue les lacunes juridiques des lois malgaches quant au traitement judiciaire de l'acte de piraterie perpétré dans les eaux territoriales. En effet, selon cet officier de marine, les actes des présumés pirates, faute de mieux, sont jusqu'ici, assimilés à de simples actes de vol à main armée à l'encontre d'un navire.
Il en était ainsi du chef d'inculpation des 14 pirates somaliens du navire Zoulficar, arrêtés en mars 2011, jugés en novembre 2012, et détenus à la prison d'Antsiranana.
Le capitaine de vaisseau Padoue Ranaivoseheno, Chef d'Etat-major des Forces navales, assistant technique auprès de l'OLEP et Point focal national anti-piraterie au sein de la Commission de l'océan Indien, a effectué deux présentations sur la gestion de la pollution marine et l'organisation de la lutte anti piraterie à Madagascar.
Pour l'OLEP, l'intérêt, lors l'atelier et de l'exercice, était de tester et de renforcer périodiquement la capacité des différentes administrations locales impliquées en cas de déversements d'hydrocarbures ou de produits nocifs dans la mer.
Pour le chef de la région Boeny, Saïd Ahamad Jaffar, sa participation au déploiement du matériel anti-pollution et à la simulation d'arrestation de pirates au large du port Schneider Mahajanga lui a permis de conclure que, compte tenu du développement actuel en nombre et en espace de l'exploration pétrolière offshore autour de nos côtes, impliquant ainsi des trafics chiffrés en milliards de dollars, il est logique pour toute autorité de compétence dans le pays de prévoir à travers de tels ateliers le risque de pollution par des hydrocarbures et des autres produits nocifs, ainsi que l'attaque éventuelle de pirates étrangers, ou même locaux, dès aujourd'hui, afin de mieux se préparer et mieux les gérer plus tard.

Des pirates au large de la Grande île

Contexte national
- Dix cas déclarés aux abords des zones maritimes malgaches entre 1992 et 2012
- Lieux : aux abords des ports, les zones de mouillage, la mer territoriale et la ZEE.
- Quatorze somaliens arrêtés en mars 2011 et jugés en novembre 2012 sont détenus à la prison d'Antsiranana.

Contexte international
- Éruption des actes de piraterie, en particulier au large des côtes de la Somalie, depuis 2008, et actuellement au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest.

- Prise de conscience de l'ampleur du phénomène par la communauté internationale, en particulier pour le cas de la Somalie
- L'Organisation de la lutte contre la piraterie maritime au large de la Somalie a été initiée par la communauté internationale et régionale par le biais de l'ONU, l'OMI, l'ONUDC, l'Interpol, etc.
- Le Groupe de contact pour coordonner l'action internationale en Somalie a été établi le 14 janvier 2009 dans 24 pays, et cinq organisations ayant le statut d'observateurs.

Risques de déversement d'hydrocarbures dans l'océan Indien
- Les hydrocarbures transportés par voie maritime représentent un chiffre annuel compris entre 1 200 millions et 1 500 millions de tonnes pour les pétroles bruts, et entre 200 millions et 350 millions de tonnes pour les produits raffinés (essences, fuels domestiques, fuels lourds, bitume). Transport assuré par une flotte d'environ 6 500 navires.
- 700 millions de tonnes de pétrole brut traversent annuellement les eaux des îles de l'océan Indien.
- 1 200 voyages par an de gros pétroliers (plus de 250 000 tonnes) et 4 000 voyages de pétroliers de taille moyenne (environ 60 000 tonnes).
- 30% du volume mondial de pétrole brut transporté par voie maritime passent dans le canal du Mozambique, à proximité des côtes de Madagascar.

Les causes sont :
• Transport maritime
– Échouages– Collisions
– Incendies
– Mauvais état des navires
• Ports
– Zones d'approche, Zones d'attente
– Trafic dans les ports
– Terminaux dans les ports
– Activités de « Bunkering »
• Exploration et Production Offshore
• Statistiques internationales

Vero Andrianarisoa
Mardi 03 decembre 2013
http://www.lexpressmada.com/mahajanga-madagascar/48595-prevention-contre-la-piraterie-maritime-et-la-pollution-marine.html

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE
L'Express DE MADAGASCAR

Opérations de lutte contre la piraterie à Antsiranana

udi 05 decembre 2013

Madagascar s'engage dans la lutte contre la piraterie marine. Un programme de formation a été mis en œuvre par la société Drum Cussac Ltd, à la base navale d'Antsiranana. Une équipe de consultants en gestion du risque, hautement qualifiés et expérimentés, a travaillé en étroite collaboration avec trente membre du personnel naval malgache, dans le but d'accroître les capacités de la marine malgache dans le domaine, et principalement dans le contexte d'opérations au large.

« La formation que nous proposons contribue à la constitution d'équipes de sécurité crédibles et professionnelles, capables de conduire aussi bien des missions de lutte contre la piraterie que de sécurité en général », explique Andrew Nicholson, directeur des activités offshore de Drum Cussac. « La formation aidera la marine malgache à assurer la sécurité de l'environnement, dans lequel s'inscrivent les activités du secteur des hydrocarbures de la région », poursuit-il. Le directeur de la défense des forces armées malgache, le général de Brigade Rabeharindranto, a de son côté souligné que la formation a été très pragmatique, apportant connaissances et compétences en matière de conduite d'opérations de lutte contre la piraterie.

http://www.lexpressmada.com/secteur-marine-madagascar/48676-operations-de-lutte-contre-la-piraterie-a-antsiranana.html

Catastrophes naturelles

Alwatwan du 06/12/2013

Gestion des risques de catastrophes naturelles

L'agriculture et la sécurité alimentaire en jeu

Une séance de concertation et de réflexion des acteurs impliqués dans la prévention et la gestion des risques de catastrophes naturelles en Union des Comores a eu lieu mercredi 4 décembre à l'hôtel Crystal Itsandra beach. La concertation a eu lieu entre Un-Habitat, l'Union européenne, des représentants du ministère de la production, de l'énergie, de l'industrie et de l'artisanat, de l'Anacm, de l'Observatoire volcanologique du Karthala (Ovk) et de la Fao.

Presque un mois après le passage du typhon Haiyan qui a causé la mort de 5.700 morts aux Philippines, l'amélioration des systèmes d'alertes et de réponses face aux catastrophes naturelles est plus que jamais de mise. Lorsqu'ils sont frappés par une catastrophe naturelle, les pays développés peinent souvent à apporter une réponse totalement efficace. Dans un pays émergent comme les Comores, la problématique est encore plus complexe.

Lorsque les Comores sont confrontées à une catastrophe naturelle, les dégâts sur les infrastructures sont les premiers visibles et mesurables par la population. D'autres pertes importantes sont pourtant à déplorer du côté des cultures agricoles, avec un fort impact négatif sur la production agricole du pays et donc sur la sécurité alimentaire.

L'Union des Comores étant un petit état insulaire, est très vulnérable aux aléas climatiques et se doit donc de s'armer de manière à réduire des pertes qui anéantissent des années de travail et accroissent la pauvreté du pays. Pour réduire les pertes subies lors des catastrophes naturelles, le projet Dipecho III a pour objectif d'augmenter la résilience de l'agriculture face à ces attaques. Dipecho III (Disaster preparedness écho) est un projet régional appuyé par Coopi (une Ong italienne), la Fao et Un-Habitat. C'est la troisième initiative du genre et elle englobe les Comores, le Malawi, Madagascar et le Mozambique. L'unes de principales tâches à laquelle s'attèle le projet est d'établir une cartographie des risques de lahars (coulées boueuses volcaniques) encourus sur le territoire. Pour augmenter la résilience des communautés affectées par les catastrophes naturelles, plusieurs mesures sont adoptées afin de former les agriculteurs à renforcer leurs cultures. La notion de résilience réside dans la capacité des écosystèmes à récupérer un développement normal après avoir subi des perturbations. Pour cela, l'utilisation de semences améliorées est privilégiée, des irrigations sont mises en place, mais surtout de meilleures pratiques agricoles sont enseignées. En parallèle, de bonnes pratiques agronomiques sont également mises en place, englobant la gestion de l'eau, la gestion du sol et la conservation de son humidité.



Avec l'adoption de ces mesures, le résultat attendu est une réduction significative des pertes après la récolte. Pour cela, c'est donc en amont qu'agit Dipecho, pour que ce soit l'agriculture qui s'adapte et se renforce afin de subir le moins de pertes face aux aléas climatiques.

Les participants à l'atelier ont également insisté sur l'importance et la nécessité d'évaluer scientifiquement les capacités de défense et de préparation face aux catastrophes naturelles qui méritent d'être renforcées, et de compléter les données de base qui font cruellement défaut en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire.

Au-delà de sa situation de petit Etat insulaire, l'un des facteurs de la vulnérabilité des Comores est l'activité du volcan Karthala. Un système dit «d'alerte précoce» est opérationnel, avec deux centres de surveillance, dont le premier est à l'Observatoire volcanologique du Karthala et le second à la météo nationale.

Ils sont respectivement chargés de surveiller l'activité sismologique du volcan et les aléas cyclones et tsunami, en partenariat avec d'autres centres de surveillance régionaux. Les Comores se tournent vers la prévention et la résilience, afin de réduire au mieux les impacts des catastrophes naturelles sur une économie déjà fragile.

Sivouzi Youssoufa,
stagiaire

Tourisme

MINORITY VOICE
Stand Up & Be Counted

World Travel Awards : L'île Maurice élue meilleure destination lune de miel au monde

L'île Maurice est la meilleure destination lune de miel au monde ! Et ce sont les milliers de votants des « World Travel Awards » qui ont choisi l'ile Maurice. Ainsi, au cours de cette année Maurice a été trois fois primé lors des World Travel Awards notamment en mai dernier (l'Indian Ocean's Leading Dive Destination et l'Indian Ocean's Leading Honeymoon Destination) et samedi dernier, lors d'une soirée de gala à Doha. Pour le ministre du Tourisme et des Loisirs, Michael Sik Yuen, cette récompense est une fois de plus le fruit du travail abattu par les

professionnels du tourisme mauricien. Il a tenu à souligner l'importance de promouvoir les segments porteurs dont celui des voyages de noces – une valeur ajoutée pour la destination. La politique de diversification et la promotion de Maurice sur les niches dont les voyages de noces est sur la bonne voie. À travers cette récompense, la destination consolide sa position dans le monde en tant que Leader incontestée pour les voyages de noce.

C'est le consul honoraire de Maurice au Liban, Salem Beydoun qui a représenté la MTPA et l'ile Maurice pour les World Travel Awards, le 30 novembre dernier à Doha lors d'une soirée de gala à l'hôtel 'La Cigale'. La soirée s'est déroulée en la présence Son Excellence, Sheikha Al Mayassa Bint Hamad Bin Khalifa Al-Thani et également Chef et Présidente du conseil d'administration du Qatar Museums Authority.L'ile Maurice est devenue un endroit et un pays de rêve pour les futurs mariés et à ce jour, «nous avons célébrés plusieurs noces sous nos tropiques dont celles des indiens, les chinois, et les européens. Nous ne comptons pas nous arrêter en si bon chemin et nous avons même mis des forfaits spéciaux pour ceux désirant célébrer leurs noces à Maurice avec leurs invités. »

Ce sont plus de 200 000 professionnels de l'industrie touristique, notamment des agents de voyage, des tours opérateurs et organisations touristiques qui ont participé au vote, classant l'île Maurice comme la meilleure destination de lune de miel dans le monde. World Travel Awards™ a été fondée en 1993 pour reconnaître et récompenser l'excellence dans l'industrie du voyage, du tourisme et de l'accueil dans le monde entier. World Travel Awards™ est reconnu mondialement comme la marque de qualité, avec des gagnants établissant l'indice de référence auquel tous les autres aspirent

http://www.minorityvoice.info/2013/12/04/world-travel-awards-lile-maurice-elue-meilleure-destination-lune-de-miel-au-monde/

Agriculture

Afriquinfos
L´actualité africaine à la minute...

La production agricole, un atout pour lutter contre l'insécurité alimentaire

5 décembre 2013

L'amélioration des données sur l'alimentation et l'agriculture et leur accessibilité sont des priorités absolues pour lutter de façon plus efficace

contre l'insécurité alimentaire en Afrique, a-t-on appris d'une réunion de la 23e Commission africaine des statistiques agricoles (CASA) qui se tient à Rome.



Telle est l'une des conclusions auxquelles est parvenue la CASA, qui se déroule au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, et à laquelle ont pris part des experts en provenance de 35 pays.

"Nous avons besoin de statistiques actuelles, précises et fiables, pour mieux comprendre comment l'agriculture et la sécurité alimentaire et les facteurs économiques, environnementaux et sociaux interagissent et s'influencent mutuellement. Les décideurs peuvent ensuite utiliser ces informations pour concevoir des politiques, des programmes et des investissements propres à améliorer les conditions de vie des populations", a expliqué le directeur adjoint de la division de la statistique de la FAO, Josef Schmidhuber.

Une centaine de hauts fonctionnaires du domaine de la statistique examineront les progrès réalisés dans la collecte de statistiques environnementales, économiques et de sécurité alimentaire. Elles concernent des domaines qui vont des émissions de gaz à effet de serre aux investissements agricoles, en passant par l'élevage; ainsi que de données ventilées par sexe - ou liées à la parité hommes-femmes-sur la propriété foncière.

Il est crucial de disposer des statistiques fiables pour suivre les besoins aussi bien que les réalisations des pays. Par exemple, des données précises sur les dépenses publiques sont nécessaires pour voir si les pays consacrent bien au moins 10% de leurs dépenses totales à l'agriculture, comme ils s'y étaient engagés dans la Déclaration de Maputo, en 2003.

Les statistiques sur les dépenses publiques montrent que, jusqu'à présent, seuls le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Malawi, le Mali, le Niger et le Sénégal ont atteint ou dépassé l'objectif de Maputo.

"Bien souvent, ceux qui ont besoin de statistiques ne peuvent pas attendre; or il faut du temps pour construire l'infrastructure de collecte de

données et mettre en place un système pour traiter et analyser les informations. On ne peut pas attendre que la demande vous tombe dessus. Il faut créer et renforcer les capacités au fil du temps de façon à être prêt à fournir les données requises quand il le faut", a déclaré de son côté Sangita Dubey, de la FAO.

Le programme de la réunion comprenait aussi des démonstrations de nouvelles versions de deux plates-formes informatiques de partage et d'analyse de données: FAOSTAT, qui accueille la plus grande base de données de séries chronologiques sur l'agriculture existant au monde et qui permet de trouver rapidement, de comparer et d'analyser des données sur l'alimentation et l'agriculture concernant environ 200 pays; et CountrySTAT, qui saisit des données provenant de différentes sources nationales et les harmonise conformément aux exigences de qualité et aux normes internationales.

La CASA se réunit tous les deux ans pour examiner et définir les priorités en matière de développement des systèmes de statistique nationaux du continent africain.

http://www.afriquinfos.com/articles/2013/12/5/production-agricole-atout-pour-lutter-contre-linsecurite-alimentaire-237658.asp

Pour en savoir plus sur ce sujet :

http://www.africanmanager.com/detail_article_wp.php?art_id=3770

Environnement

Madagascar : Trois espèces de tortues marines menacées d'extinction

5 Décembre 2013



Trois des cinq espèces de tortues marines vivant à Madagascar sont menacées d'extinction, victimes d'un trafic local pour la consommation de leur chair.
Plusieurs centaines de tortues marines sont ainsi capturées chaque année, notamment dans le Sud-Ouest de la Grande Ile et leur viande est ensuite écoulée à quelque 5.000 ariarys (1.63 euro) le kilo.
Face à cette situation alarmante, les autorités malgaches ont décidé de réagir en menant bientôt des campagnes de sensibilisation auprès des populations.
La saisie des accessoires de pêche utilisés dans la capture des tortues marines et le renforcement des pouvoirs judiciaires des fonctionnaires luttant contre ce trafic ont été notamment envisagés comme solutions pour enrayer le phénomène localement, comme l'indique le journal *L'Express de Madagascar*.

http://www.indian-ocean-times.com/Madagascar-Trois-especes-de-tortues-marines-menacees-d-extinction_a2698.html